

News! de la Coopération luxembourgeoise

Syrie : 7,6 millions € d'aide humanitaire

Après plus de deux ans de conflit violent, la situation humanitaire en Syrie est désastreuse et la souffrance de la population civile se prolonge et s'aggrave. Les services de base comme les soins médicaux, l'eau potable et l'éducation ne sont plus assurés. Plus de 100.000 Syriens ont perdu leur vie depuis mars 2011. Plus de 4 millions de personnes sont déplacées à travers le pays et près de 7 millions de personnes nécessitent de l'aide humanitaire. Malgré l'insécurité, les problèmes d'accès et les entraves administratives, les organisations humanitaires continuent leurs efforts pour venir en aide aux populations syriennes vivant dans des conditions de plus en plus précaires. Des millions de personnes reçoivent de l'aide, mais beaucoup d'autres ne sont pas accessibles.

Le nombre de réfugiés syriens au Liban, en Jordanie, en Turquie, en Irak et en Egypte a dépassé le seuil de deux millions de personnes en date du 2 septembre (UNHCR). Trois quarts de ces réfugiés sont des femmes et des enfants. D'après les prévisions de l'UNHCR, le nombre de réfugiés pourrait dépasser trois millions d'ici la fin de l'année 2013, ce qui augmenterait encore la pression sur les infrastructures et les systèmes de santé des pays d'accueil et sur la capacité de réponse de la communauté humanitaire.

Alors qu'elle doit se préparer aux conditions hivernales et aux risques d'une détérioration de la situation, la communauté humanitaire fait face à un manque de financements. De ce fait, le gouvernement a alloué un million d'euros supplémentaires à ses partenaires humanitaires. Ainsi, l'effort humanitaire du gouvernement luxembourgeois en réponse à la crise syrienne se chiffre à 7,6 millions € pour 2012 et 2013. Ces contributions soutiennent des projets humanitaires en Syrie et dans les pays voisins accueillant des réfugiés (Liban, Jordanie, Turquie, Irak, Egypte), dont 2,3 millions € à travers des ONG luxembourgeoises.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté le 2 octobre une déclaration présidentielle sur la situation humanitaire en Syrie. Le projet de texte avait été soumis par le Luxembourg et l'Australie, qui ont activement travaillé au cours des derniers mois avec l'Office pour la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), avec le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'ONU (UNHCR) et avec d'autres agences pour proposer un texte qui soutient les efforts entrepris pour améliorer l'acheminement de l'aide humanitaire et l'accès aux populations affectées en Syrie.



Jordanie, Za'atari, Camp de réfugiés
© WFP/Rein Skullerud

Contenu

Articles

Syrie	1
Emergency.lu	2
PIC III Sénégal	2
Actualités Multi et Post-2015	3
ONG	3
Kosovo	4
LuxDev	4
Nouveaux collègues	5
Conférence sur le Sahel	6

En bref

Table-ronde MAE-ONG	3
Temekos : Coopération UE	4
JPO / ATJ	5

Emergency.lu : Participation à TRIPLEX 2013



Antenne Emergency.lu et l'équipe ETC Team pour Sydland

Du 28 septembre au 4 octobre 2013, emergency.lu a participé à l'exercice de simulation de grande envergure TRIPLEX 2013 dans la région frontalière entre l'Allemagne et le Danemark, organisé par les unités de protection civile du réseau *International Humanitarian Partnership*. Le scénario de l'exercice consistait à intervenir dans les pays fictifs « Nordland » et « Sydland » suite à un cyclone de catégorie trois ayant causé des morts, des blessés et des mouvements de population, ainsi que de sérieux dégâts aux infrastructures (notamment aux réseaux de communication).

L'équipe emergency.lu, composée de trois membres de la Protection Civile Luxembourgeoise et de trois membres du *Technisches Hilfswerk* (THW) allemand, a déployé un terminal du type « Regular » au camp principal à Tinglev et un terminal de type « Rapid » dans un centre de coordination à Flensburg, en étroite collaboration avec le *Emergency Telecommunications Cluster*. Ainsi, emergency.lu a fourni de la connectivité à haut débit par satellite aux équipes de coordination des Nations unies (UNDAC) et de la Commission européenne (EUCPT), ainsi qu'à tous les acteurs humanitaires impliqués dans l'exercice (environ 300 participants).

L'exercice a prouvé que la gestion et la coordination d'une réponse humanitaire de grande envergure nécessite des moyens de communication fiables et puissants, alors que les infrastructures locales sont souvent affectées en cas de catastrophe naturelle.

De par sa forme, son contenu et sa mise en œuvre, le PIC III Sénégal se définit par son caractère innovant.

Le lancement du PIC III Sénégal : Des approches de coopération innovantes

Le lancement officiel des activités du PIC III (2012 – 2016) (Programme indicatif de coopération) au Sénégal a eu lieu le 11 septembre 2013 à Dakar.

En raison de l'alternance politique qu'a connue le Sénégal en 2012 et de réorganisations ministérielles importantes, la formulation des programmes a subi un certain retard. De plus, l'approche participative pour la formulation du PIC III s'avérait être aussi un processus intéressant de longue durée.

Innovation majeure du PIC III : l'accent est mis sur l'exécution nationale, et le PIC sera graduellement mis en œuvre par le biais d'un mécanisme très proche d'un appui budgétisé mais sans fongibilité des ressources.

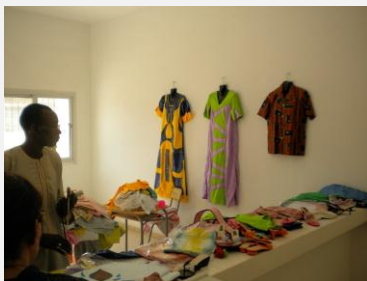
Ce PIC se focalisera principalement sur le volet santé et sur le combat contre la mortalité et la morbidité materno-juvénile. Le secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle ambitionne de contribuer à la réduction de la pauvreté par la mise en place d'une dynamique maîtrisée d'insertion des jeunes formés en quête d'emploi dans les régions du Nord et du Centre. Le soutien à la décentralisation et à l'éducation citoyenne a comme but de contribuer au renforcement de la gouvernance sociale locale dans les trois régions du Nord.

Conformément aux principes de l'efficacité de l'aide, une coopération déléguée croisée avec la Belgique a été mise en œuvre dans la formation professionnelle et le secteur de l'eau/assainissement.

De par sa forme, son contenu et sa mise en œuvre ce PIC III se définit par son caractère innovant – et le ministre de l'Economie et des Finances sénégalais Bâ en félicite le ministre de la Coopération au développement du Luxembourg, de plus pour avoir augmenté « *les ressources allouées à notre pays malgré les contraintes inhérentes au contexte de la crise financière mondiale* ».



Atelier de lancement du PIC III



Louga – Formation professionnelle

Actualités multi et post-2015

New York – OMD et au-delà : Le 25 septembre, Marc Spautz, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, a participé à la manifestation spéciale à haut niveau sur les Objectifs du millénaire pour le développement à New York. Il s'agissait de faire le point sur les progrès accomplis depuis l'an 2000 et de voir comment renforcer les efforts pour combler les lacunes dans les pays les plus démunis et les secteurs les plus en retard comme la santé maternelle. Le ministre a souligné l'engagement du Luxembourg envers ces efforts de rattrapage et l'importance de ne pas rejeter les OMD existants dans le débat de l'après-2015.

Lors de cette manifestation, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, John Kerry, a annoncé que son pays accueillera le 3 décembre la 4^e conférence des donateurs du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme à Washington. Il a insisté sur l'importance de financer adéquatement le FM pour la période 2014-2016.

Fonds mondial : Dans ce cadre, le Dr. Mark Dybul, Directeur exécutif du Fonds mondial, s'est rendu à Luxembourg le 1^{er} octobre où il a eu des entrevues avec les Commissions Affaires étrangères et Santé de la Chambre des Députés, avec Messieurs les ministres Spautz et Di Bartolomeo, ainsi qu'avec les ONG. Les discussions se concentraient sur la réforme fructueuse du Fonds mondial et sur ses besoins financiers pour la période de reconstitution des ressources 2014-2016. Le Luxembourg a déjà confirmé son engagement pour cette période, ainsi que sa présence à la conférence des donateurs.

Genève – santé et humanitaire : Le 4 octobre Marc Spautz s'est rendu à Genève pour une visite de travail. Il a rencontré Michel Sidibé, Directeur exécutif d'ONUSIDA, avec lequel il a surtout discuté des progrès accomplis dans la lutte contre le sida, des défis qui restent, liés aux populations les plus vulnérables, et de la vision de l'après-2015 pour la lutte contre le sida et pour la santé plus en général.

Dans ce cadre, le ministre a également rencontré le Dr Margaret Chan, Directeur général de l'OMS. Ils se sont entretenus sur la réforme en cours de l'OMS et les premiers succès qu'elle a su démontrer, ainsi que sur le dialogue financier. Cette entrevue a fait suite aux consultations bilatérales entre l'OMS et le Luxembourg du 3 octobre. Au sujet du grand débat international sur l'agenda de développement post-2015, la Coopération luxembourgeoise a assuré soutenir l'OMS dans sa réflexion sur un seul objectif santé intégrant les différents aspects et visant à une couverture sanitaire universelle.

Le ministre a aussi rencontré les acteurs humanitaires, notamment Christine Beerli, Vice-présidente permanente du CICR et António Guterres, Haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Les discussions se concentraient en grande partie sur la situation humanitaire en Syrie. La Déclaration présidentielle du Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) qui a été rédigée et négociée par le Luxembourg et l'Australie a également été évoquée. En même temps tous les acteurs se sont mis d'accord sur le fait qu'il ne faut pas détourner le regard des crises oubliées et récurrentes, souvent en Afrique.

Les nouveautés du côté ONG

95 ONG agréées :

Depuis l'entrée en vigueur en 2012 de la nouvelle loi sur la coopération au développement et l'action humanitaire et des règlements grand-ducaux y afférents, le renouvellement des agréments ministériels en tant qu'ONGD se fait désormais tous les deux ans. Cet exercice est à présent terminé et le nombre d'ONG disposant d'un agrément ministériel pour 2013-2014 est de 95. La liste de ces ONG agréées peut être consultée sur le [site internet](#) de la Coopération.

Mise à jour des Conditions générales :

Depuis la mise en vigueur en juillet 2012 des nouvelles Conditions générales régissant les relations contractuelles entre le Ministère et les ONG de développement, certaines modifications et adaptations se sont avérées nécessaires. Ces modifications sont en cours de validation dans le groupe de travail Ministère-ONG. Les nouvelles Conditions générales seront disponibles sur le site internet de la Coopération, dans la rubrique « Espace documentaire ONG », dans les prochaines semaines.

Table-ronde MAE - ONG pour préparer les consultations à New York



Le vendredi 20 septembre, environ 30 représentants d'ONG, des représentants de la coopération et une représentante du ministère du Développement durable et des Infrastructures se sont réunis à l'Hôtel St Augustin.

La rencontre s'est déroulée dans le cadre de la préparation des consultations à New York sur l'agenda post-2015. C'était l'occasion pour la Direction de la coopération et les ONG de partager des documents, des positions et d'échanger des points de vue sur l'état des négociations à New York sur l'après 2015.

Le MAE a repris à cette occasion les recommandations du Cercle des ONG « Le monde que nous voulons après 2015 : Mettons l'être humain et la planète au premier plan » et le degré de prise en compte dans le document préparatif de l'événement spécial à l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) relatif aux efforts de suivi des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) du 25 septembre.



La réunion des bailleurs de la santé dans la nouvelle salle de réunion de l'Ambassade

Termokos – Coopération déléguée avec l'UE

Le début des travaux du projet Termokos « Amélioration du réseau de chauffage urbain de Pristina » a officiellement débuté par une cérémonie le 26 septembre 2013 à Pristina. Le projet vise la réhabilitation du système de chaleur urbaine de Pristina en utilisant l'énorme surplus de chaleur produit par la centrale thermoélectrique d'Obiliq. Le Luxembourg contribuera avec 1.5 million d'euros au budget total d'environ 30 millions euros qui sera cofinancé par l'UE, la KfW, la municipalité de Pristina et la Suède.



M. Isa Mustafa, Maire de Pristina

Kosovo, Pristina – Actualité du bureau de la coopération

Le bureau de la coopération de Pristina a été renforcé en personnel et a acquis le statut d'Ambassade, il a été placé sous la responsabilité d'un ambassadeur non-résident. Pour rappel : l'accord bilatéral signé en avril 2013 au Luxembourg régissant les relations de coopération entre le Kosovo et le Luxembourg porte sur une enveloppe indicative de 24 millions €, destinés à la mise en œuvre de projets dans les secteurs de la santé, de la formation professionnelle et de l'eau pour la période de 2013-2016.

Table-ronde-Santé :

Après la pause d'été, l'Ambassade à Pristina a repris le rôle de chef de file du secteur de la santé et une réunion des bailleurs fut convoquée début octobre. C'était l'occasion aussi d'inaugurer la nouvelle salle de réunion. Cette rencontre a vu la participation de quatre représentants de la Banque mondiale, nouveau bailleur prospectif du secteur, qui a voulu s'intégrer dès le départ dans le mécanisme de coordination. Etaient représentés aussi l'OMS, la SDC suisse, l'ambassade française, la JICA japonaise, ainsi que LuxDev.

Le bureau de coopération de Pristina a été renforcé de personnel et a acquis le statut d'Ambassade.

Fondation Caritas Luxembourg au Monténégro – une stratégie de sortie qui semble fonctionner :

Dans le cadre du mandat pluriannuel (2011-2013) de Caritas au Monténégro, une stratégie de sortie claire était définie : l'autonomisation du bureau local de Berane créé par l'initiative luxembourgeoise. Une étape dans cette direction vient d'être franchie avec un premier financement européen (EIDHR) de 150.000 € décroché par le bureau à Berane pour faciliter l'intégration des Roms au Monténégro. C'est une reconnaissance du savoir-faire accumulé par l'équipe locale au cours de ces dernières années.

Clôture du projet FODEMO (2003-2013) :

L'engagement de longue durée de la coopération luxembourgeoise dans le secteur forestier du Monténégro (plus de 8 millions € en 10 années) est venu à son terme au mois de septembre dernier. Une cérémonie de clôture du projet FODEMO s'est tenue à Podgorica en présence du vice-ministre de l'Agriculture. Afin d'accompagner le retrait de ce secteur, une assistance technique a été mise à disposition du ministère de l'Agriculture qui sera intégrée au cabinet du Ministre pendant les 15 mois à venir.

Cofinancement kosovaro-luxembourgeois pour amener de l'eau à Vushtrri :

Pour résoudre la pénurie massive d'eau dans la ville kosovare de Vushtrri, les ingénieurs du projet [KSV/016 Institutional and Technical Support for the Water Supply System in Mitrovica](#) ont proposé de construire une conduite d'eau directe entre la station d'épuration de Shipol et la ville de Vushtrri. Le Ministère des Finances kosovar cofinance à hauteur de 150.000 € ces travaux qui seront exécutés par LuxDev.



L'équipe de Pristina

Le « Procurement » chez LuxDev : Comment l'Agence gère la passation de marchés au quotidien

La mise en œuvre des projets et programmes financés par la Coopération luxembourgeoise donne lieu à des marchés de biens, de services et de travaux.

La passation de ces marchés obéit à des principes stricts de mise en concurrence et de traitement des opérateurs économiques sur un pied d'égalité. LuxDev est particulièrement vigilant quant au respect de ces principes et exige des différents acteurs un haut niveau d'efficacité, d'éthique et de responsabilité sociale et environnementale.

Aussi, il incombe aux acteurs d'assurer une large publicité des avis de marchés au niveau national des pays partenaires et le cas échéant, au Luxembourg et au niveau international. Outre les médias habituellement prévus, des publications paraissent également sur le [site internet](#) de LuxDev.

Chaque projet et programme est exécuté sous la tutelle des autorités nationales désignées des pays partenaires dans un but d'appropriation du processus. Ainsi, les autorités nationales partenaires et LuxDev sont amenés à travailler de concert sur toutes les étapes de passation de marchés, incluant entre autres l'élaboration des cahiers des charges techniques, la préparation des dossiers d'appels d'offres, la participation aux comités d'évaluation des offres et le suivi contractuel des marchés. Une part essentielle des contrats est signée par les partenaires nationaux en tant que maître d'ouvrage.

La participation aux appels d'offres est ouverte à tous les prestataires à égalité de conditions et sans distinction de leur pays d'origine. En 2012, 87 % des marchés « internationaux » ont été attribués à des prestataires issus des pays en voie de développement, alors que 13 % ont été conclus avec des prestataires provenant des pays membres de l'OCDE. Cette proportion augmente encore davantage pour les marchés « nationaux », démontrant la volonté de la Coopération luxembourgeoise à s'appuyer sur les connaissances et compétences locales.

Enfin, en accord avec les engagements politiques pris par l'Etat luxembourgeois au niveau international, LuxDev adhère aux principes d'alignement et encourage, si possible, le recours aux procédures, documentations et systèmes nationaux pour la mise en œuvre des projets et programmes.

Les nouveaux collègues :

La Direction de la coopération :

Manuel Tonnar a été désigné aux fonctions de Directeur adjoint de la Coopération, en remplacement de Léon Delvaux qui assume désormais les fonctions de Directeur adjoint des Relations économiques internationales. Peggy Frantzen est en charge des dossiers suivants : Coordination Union européenne ; Coopération bilatérale : Laos, Mongolie, Vietnam ; Pays à projets : Afghanistan, TPO, Tunisie. Sarah Anjo a repris les projets cofinancés d'Amérique latine au service « Programmes - Coopération avec les ONG ». Jean Damy travaille sur le dossier « Union Européenne ».

Junior Professional Officers et Assistants Techniques Juniors :

Dans le cadre du recrutement de jeunes qui souhaitent s'engager dans la coopération au développement, la Direction de la coopération a procédé ensemble avec différentes agences onusiennes à l'engagement de 7 JPO (Junior Professional Officer) et avec LuxDev à l'engagement de 5 ATJ (Assistant Technique Junior).



Les nouveaux collègues de la Direction de la coopération

Présentation des nouveaux Junior Professional Officers et des Assistants Techniques Juniors :

Pour les JPO il s'agit de :

- BRUCK Anika à Vientiane (Laos) pour le compte de UNFPA.
- HAM Daniel à Dakar (Sénégal) pour le compte du WFP.
- KNOLLE Gesine à Windhoek (Namibie) pour le compte du WHO.
- LEGRAND Christophe à Dakar (Sénégal) pour le compte de UNCDF.
- MASULLO Maria à Dakar (Sénégal) pour le compte de OCHA.
- SFEIR Antoine à Mae Hong Son (Thaïlande) pour le compte de UNHCR.
- WEILER Anne à Managua (Nicaragua) pour le compte de UNDP

Pour les ATJ il s'agit de :

- BRUCK Danielle au Burkina Faso
- COULEE Christian au Sénégal
- GEISBUSCH Joé au Nicaragua
- REVIRIOT Caroline au Kosovo
- SCHILTZ Sven au Kosovo

Direction de la coopération
au développement,
Ministère des Affaires
étrangères

6, rue de la Congrégation, L-1352
[+352] 24 78 23 51
Fax : [+352] 46 38 42
Info.cooperation@mae.etat.lu

Retrouvez-nous sur le Web :
<http://cooperation.mae.lu>
www.cooperation.lu



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères

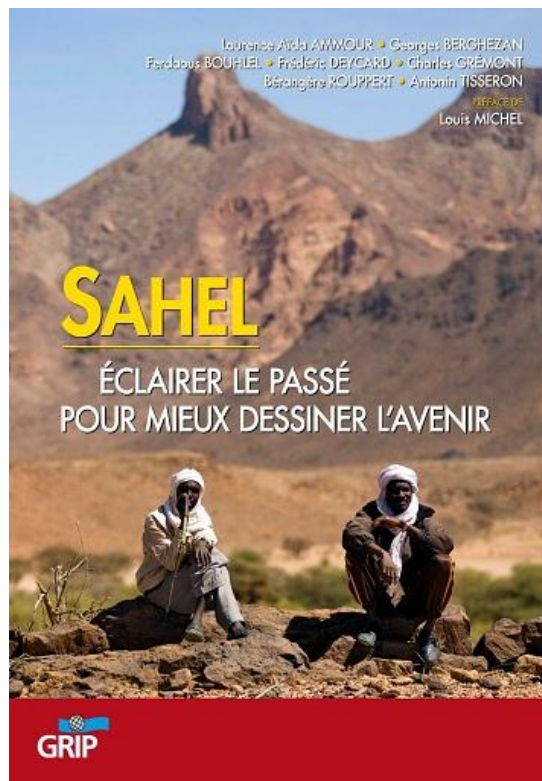
Direction de la coopération
au développement

Inscrivez-vous pour la présentation : Sahel - Éclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir

Le GRIP (Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité) est un partenaire de longue date de la Coopération luxembourgeoise. Ses objectifs sont d'un côté de contribuer à améliorer la sécurité humaine et à prévenir les conflits et renforcer l'Etat de droit dans les huit pays du Sahel, de l'autre à soutenir, à travers des activités de recherche et d'expertise, de formation et de réseautage de la société civile africaine, les efforts des organisations internationales et régionales, des Etats et de la société civile en matière de sécurité, de gestion des ressources naturelles, de lutte contre les trafics illicites et de criminalité transfrontalière.

Le récent conflit au Mali, avec ses implications pour les pays voisins, est une illustration du bien-fondé d'une approche régionale à la prévention des conflits. En effet, le cas malien ne peut être compris qu'en le replaçant dans son contexte régional. C'est dans cette optique que le GRIP vient de publier le livre « **Sahel - Éclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir** ».

Tous les intéressés sont invités à participer **le 24 octobre 2013 à 18h00, à la présentation à l'Hôtel Parc Belle-Vue (Centre Convict), 5, avenue Marie-Thérèse, L-2130 Luxembourg**. Elle sera suivie d'un débat et d'un verre d'amitié (vous pouvez **vous inscrire jusqu'au 17 octobre** en envoyant un email à valerie.machado@mae.etat.lu).



Pour vous désinscrire de News! la newsletter de la Coopération luxembourgeoise envoyez –“désinscrire” à info.cooperation@mae.etat.lu